



Republic of Rwanda
OFFICE OF THE PRESIDENT

***ALLOCUTION DE S.E. PAUL KAGAME,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU RWANDA
A LA PREMIERE REUNION DU COMITE INTERMINISTERIEL
REGIONAL
SUR LA PAIX, LA SECURITE, LA DEMOCRATIE ET LE
DEVELOPPEMENT
DANS LA REGION DES GRANDS LACS***

Kigali, Intercontinental, 17 février 2005

Excellences :

Le Président du Sénat,

Le Président de la Chambre des députés,

Monsieur le Premier Ministre,

Le Président de la Cour suprême,

Messieurs les Ministres,

L'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies ,

Le Commissaire de l'Union africaine pour les affaires politiques,

Les membres du corps diplomatique,

Distingués délégués, Mesdames et Messieurs,

Au nom du peuple rwandais et en mon propre nom, je voudrais vous souhaiter à tous la bienvenue à cette première réunion du Comité interministériel régional sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs.

Je suis très heureux que nous autres, au Rwanda, ayons le privilège d'accueillir cette réunion et nous espérons tous que nous serons à la hauteur de vos aspirations.

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

A la Conférence de Dar-es-Salaam, en novembre dernier, nous nous sommes engagés à n'épargner aucun effort pour instaurer la paix et le prospérité dans la région des Grands Lacs et pour y éradiquer les conflits, l'insécurité et les désastres.

L'engagement à réaliser cette vision était, certes, ambitieux et à juste titre.

Mais pour réaliser cette vision, nous devons dépasser la rhétorique et passer à l'action concrète.

Il est important que nous portions un regard critique sur les engagements que nous avons déjà pris au niveau du continent et au niveau international et que nous analysions pourquoi ils n'ont pas abouti aux résultats escomptés.

Cela nous permettra de déterminer ce que nous devons faire pour traduire nos engagements dans les faits au moyen de programmes et de plans d'action spécifiques.

Qu'il me soit permis à cet égard de vous rappeler que l'idée d'une Conférence internationale sur la région des Grands Lacs a été lancée à la suite du génocide de 1994 au Rwanda et de ses conséquences terribles pour la région.

Le défi que nous étions appelés à relever était donc d'éradiquer l'idéologie du génocide de notre région et de savoir comment traiter les auteurs du génocide, notamment l'ex-FAR/INTERAHAMWE, qui existent toujours dans notre région.

L'impossibilité de résoudre cette question a mené à l'insécurité et à la dévastation à une large échelle, voire même à des guerres.

Au moment même où se tenait notre Conférence à Dar-es-Salaam, ces groupes menaçaient de faire échouer nos efforts en attaquant le Rwanda.

Heureusement, l'Union africaine, s'est déclarée résolument engagée, avec l'aide de nos partenaires au développement et d'autres partenaires, à faire avorter les visées des forces du génocide.

Nous saluons ces efforts. Le défi pour la région des Grands Lacs est de savoir comment nous pouvons tous contribuer à le relever.

La manière dont nous coopérerons pour extirper le problème des instigateurs de génocide et d'éradiquer leur idéologie, reflètera notre détermination et notre capacité à traiter d'autres questions pressantes dans cette région et sur notre continent.

Elle contribuera aussi au rétablissement de la confiance dans la région, nous permettra de vivre et de travailler ensemble dans des relations de bon voisinage et de coopérer de manière plus efficace en matière de défense et de sécurité ainsi que dans d'autres domaines de grande importance.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Nous aspirons tous à la paix et à la sécurité, mais la paix et la sécurité doivent être perçus comme des catalyseurs, comme des conditions essentielles du développement socioéconomique de notre région et au-delà de notre région.

Comme nous le savons tous, la pauvreté, les maladies, la malnutrition, l'analphabétisme et tout un cortège d'autres maux semblent être devenus endémiques dans notre région.

Cela est simplement inadmissible et nous ne devons pas permettre à cet état de chose de se poursuivre.

Nous pouvons toujours essayer, chacun de son côté, de nous attaquer à ces difficultés, mais une solution durable et efficace ne pourra être trouvée que si nous travaillons au sein d'un cadre régional. Je pense notamment à la nécessité d'assurer l'intégration régionale, de promouvoir la libre circulation des personnes, des biens, des services, des idées, etc.

Il nous faut également coopérer pour le développement d'infrastructures essentielles communes, en vue de créer des marchés viables grâce à des économies d'échelle, et d'établir entre nos États des relations de confiance, de respect mutuel et d'intérêt mutuel.

Il nous faut mettre en place et harmoniser des politiques fiscales, monétaires et commerciales saines dans notre région. Il s'agit là d'éléments vitaux à la création d'un environnement favorable à l'investissement local et étranger.

Tous ces processus seront à coup sûr facilités si nos États sont caractérisés par l'état de droit, la transparence et la responsabilité financière.

Je pense également à la gestion judicieuse de nos ressources, à une gestion qui soit suffisamment ouverte, transparente, équitable, légale, soutenue, responsable et adaptée aux besoins de nos peuples. Il s'agit là non seulement des conditions nécessaires à la croissance économique et au développement socioéconomique en général, mais aussi des éléments tangibles de la bonne gouvernance au sens large du terme.

Fort heureusement, le Mécanisme d'évaluation paritaire initié sous l'égide du NEPAD constitue un cadre approprié et nous offre les outils nécessaires pour réaliser ces idéaux de bonne gouvernance politique et économique.

Excellences,

Le gouvernement et le peuple du Rwanda continueront d'appuyer toutes les initiatives de paix prises dans la région et resteront disposés à contribuer aux efforts de paix en cours dans la région. Nous sommes convaincus qu'en travaillant ensemble, nous parviendrons à tirer le meilleur de ces processus.

Excellences,
Honorables Invités,
Mesdames et Messieurs,

Nos expériences doivent par conséquent constituer pour nous autant de raisons d'être déterminés à transformer nos nations et notre région en les faisant passer du statut de zones de conflit à celui d'espaces de développement et de prospérité partagés.

Bien que nous félicitant de l'appui de nos partenaires, il nous faut faire nôtres toutes les initiatives prises dans la région et nous fixer un ordre du jour.

La responsabilité de faire régner la paix, la sécurité, la démocratie, la bonne gouvernance, le développement socioéconomique et l'intégration régionale dans notre région nous incombe avant tout. J'invite donc instamment cette réunion à nous apporter sa contribution en adoptant des propositions concrètes sur les voies et moyens d'atteindre nos objectifs.

Sur ces mots, Excellences, Mesdames et Messieurs, j'ai le plaisir de déclarer officiellement ouverte la première réunion du Comité interministériel régional, et je souhaite plein succès à vos travaux.

Merci de votre attention.